



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°25-2023-087

PUBLIÉ LE 12 JUIN 2023

# Sommaire

## **Direction Départementale des Territoires du Doubs / Service économie agricole et rurale**

25-2023-06-12-00003 - Arrêté portant sur la désignation des membres de la commission départementale d'orientation agricole (CDOA) (8 pages) Page 3

### **Préfecture du Doubs /**

25-2023-06-12-00005 - Arrêté cadre départemental relatif à la mise en place des principes de vigilance et de gestion de la ressource en eau en période d'étiage dans le département du Doubs, à l'exception du sous-bassin de l'Allan (22 pages) Page 12

25-2023-06-12-00002 - ARRETE PORTANT ATTRIBUTION DE LA CARTE DE STATIONNEMENT POUR PERSONNE HANDICAPE A M. BRISBARD MARCEL (2 pages) Page 35

### **Préfecture du Doubs / CAB**

25-2023-06-12-00006 - Autorisation d'installation d'un système de vidéo-protection dans l'établissement JCR AUTOMOBILES situé à BAUME LES DAMES (3 pages) Page 38

### **Préfecture du Doubs / CAB/SIDPC**

25-2023-06-12-00004 - Arrêté portant approbation du dispositif spécifique pour l'approvisionnement en eau potable (2 pages) Page 42

### **Sous-préfecture de Pontarlier /**

25-2023-06-06-00011 - Arrêté autorisant l'aliénation par la Congrégation de la Communauté de la Roche d'Or d'une parcelle de terre à Zimmerbach (3 pages) Page 45

25-2023-06-06-00012 - Arrêté autorisant la vente par la Congrégation de la communauté de la roche d'or de parcelles bois et de terre à Zimmerbach (Haut-Rhin) (3 pages) Page 49

25-2023-06-06-00013 - Arrêté autorisant la vente par la Congrégation de la communauté de la roche d'or de parcelles de terre à Zimmerbach (Haut-Rhin) (3 pages) Page 53

Direction Départementale des Territoires du  
Doubs

25-2023-06-12-00003

Arrêté portant sur la désignation des membres  
de la commission départementale d'orientation  
agricole (CDOA)



**Arrêté N°  
portant sur la désignation des membres de la  
commission départementale d'orientation de l'agriculture**

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** la loi n° 2014-1170 d'orientation agricole, notamment l'article 2 ;
- Vu** le Code rural et de la pêche maritime, notamment les articles R 313-1 et R 313-2 ;
- Vu** le décret n° 90-187 du 28 février 1990 relatif à la représentation des organisations syndicales d'exploitants agricoles au sein de certains organismes ou commissions ;
- Vu** le décret n°2006-665 du 7 juin 2006, modifié dans ses dispositions rurales par le décret N° 2016-1978 du 30 décembre 2016, relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;
- Vu** l'article 2 du décret n° 2006-672 du 08 juin 2006, relatif à la durée des commissions administratives,
- Vu** le décret n° 2015-1342 du 23 octobre 2015 du Code des relations entre le public et l'administration, notamment les articles R 133-1 à R 133-15 ;
- Vu** le décret du 23 juin 2021 portant nomination de Monsieur Jean-François COLOMBET, préfet du Doubs ;
- Vu** le décret du 06 septembre 2021 portant nomination de Monsieur Philippe PORTAL, administrateur général, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la Préfecture du Doubs ;
- Vu** l'arrêté n°25-2023-01-24-00006 du 24 janvier 2023 portant délégation de signature à Monsieur Philippe PORTAL, Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs ;
- Vu** l'arrêté n° 25-2019-03-04-005 du 04 mars 2019 portant habilitation des organisations syndicales d'exploitants agricoles à siéger au sein de certains organismes ou commissions ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-2022-06-14-00005 portant désignation des membres de la commission départementale d'orientation de l'agriculture ;
- Vu** la circulaire ministérielle DEPSE/SDEEA/n° 7023 du 5 mai 1995, relative à la mise en place de la commission départementale d'orientation de l'agriculture ;
- Vu** la circulaire ministérielle DEPSE/SDEA/C99-7024 du 9 août 1999 relative à la commission départementale d'orientation de l'agriculture ;
- Vu** les nouveaux représentants désignés pour siéger au sein de la commission départementale d'orientation de l'agriculture par la FDSEA du Doubs, par le syndicat des Jeunes Agriculteurs du Doubs, par la Fédération régionale des coopératives laitières et par les forestiers privés de Franche-comté,

Sur la proposition du directeur départemental des territoires,

**ARRÊTE**

**Article 1** – La commission départementale d'orientation de l'agriculture du département du Doubs est présidée par le Préfet ou son représentant.

**Article 2** – Sont nommés membres de la commission départementale d'orientation de l'agriculture siégeant en formation plénière :

- 1° la Présidente du Conseil régional ou son représentant ;
- 2° la Présidente du Conseil départemental ou son représentant ;
- 3° le Président de la communauté de communes du Plateau du Russey ou son représentant ;
- 4° le Directeur départemental des territoires ou son représentant ;
- 5° le Directeur départemental des finances publiques du Doubs ou son représentant ;
- 6° au titre de la chambre d'agriculture :

<b>Titulaire</b>	<b>Nicolas RACINE</b>	<b>12 rue des Vignes 25640 CHATILLON GUYOTTE</b>
Suppléant	Emilien CLAUDEPIERRE	Route de Rurey 252290 CADEMENE
Suppléant	Jacqueline CUCHE	6 rue Claude Nicolas Ledoux 25530 BELMONT
<b>Titulaire</b>	<b>Franck POURCELOT</b>	<b>14 rue du Pélerot 25580 LES PREMIERS SAPINS</b>
Suppléant	Josiane RECEVEUR	8 chemin de la Chaux 25500 LE BELIEU
Suppléant	Ludovic BAUDET	8 chemin du Groseillier 25560 LA RIVIERE DRUGEON
<b>Titulaire</b>	<b>Eric MOREL</b> au titre des sociétés coopératives agricoles autres que celles mentionnées au point 8	<b>9 place de l'Eglise 25410 POUILLEY FRANÇAIS</b>
Suppléant	Isabelle DAUPHIN au titre des sociétés coopératives agricoles autres que celles mentionnées au point 8	2 B rue du Bois Joli 25110 LOMONT SUR CRETE
Suppléant	Loïc FAREY au titre des sociétés coopératives agricoles autres que celles mentionnées au point 8	17 Grande Rue 25190 CHAMESOL

- 7° le Président de la caisse de mutualité sociale agricole ou son représentant ;
- 8° en qualité de représentants des activités de transformation des produits de l'agriculture :
  - au titre des entreprises agroalimentaires non coopératives :

<b>Titulaire</b>	<b>Anthony PRALAS</b> Fédération nationale des industries laitières	<b>Fromagerie MULIN – BP 10</b> <b>25170 NOIRONTE</b>
Suppléant	Nadège MONDIERE Fédération nationale des industries laitières	Fromagerie PERRIN 25330 CLERON
Suppléant	Pas de candidature déclarée à ce poste	

- au titre des entreprises agroalimentaires coopératives :

<b>Titulaire</b>	<b>Florent GAUTHEY</b> Fédération régionale des coopératives laitières (FRCL)	<b>3, Rue Antoni Guyot</b> <b>25270 SEPTFONTAINES</b>
Suppléant	Julien LAVILLE Fédération régionale des coopératives laitières (FRCL)	2 B, Granges de Vienney 25360 NAISEY LES GRANGES
Suppléant	Pas de candidature déclarée à ce poste	

- 9° au titre des organisations syndicales d'exploitants à vocation générale :

- en qualité de représentants de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Doubs et des jeunes agriculteurs du Doubs :

<b>Titulaire</b>	<b>Florent DORNIER</b>	<b>5 La Tille</b> <b>25650 VILLE DU PONT</b>
Suppléant	Philippe VIVOT	9, Rue du Rocher 25390 FLANGEBOUCHE
Suppléant	Mathieu REGAZZONI	3 Bis rue du Général de Broissia 25290 SCEY MAISIERES
<b>Titulaire</b>	<b>Michel JEANNOT</b>	<b>Le Puy de la Velle</b> <b>25110 VILLERS SAINT MARTIN</b>
Suppléant	Jean-Michel PEQUIGNOT	1 rue de la Cidrerie 25340 ANTEUIL
Suppléant	David REGNIER	3, rue du Stade 25270 LEVIER
<b>Titulaire</b>	<b>Loïc FAREY</b>	<b>17 Grande Rue</b> <b>25190 CHAMESOL</b>
Suppléant	Christophe BONNEFOY	7 Chemin Charmay COTTIER 25410 MERCEY LE GRAND
Suppléant	Emeline BALANDRET	Chemin des Gypses 25510 GRANDFONTAINE / CREUSE
<b>Titulaire</b>	<b>Mélanie GRUET</b>	<b>20, Chemin du Château d'Eau</b> <b>25360 BOUCLANS</b>

Suppléant	Adrien DUBAIL	Sur les Seignes 25140 FRAMBOUHANS
Suppléant	Louis BRICE	17, Route de Vandelans 25640 RIGNEY
<b>Titulaire</b>	<b>Anthony BOUCHON</b>	<b>2, Rue de l'Église 25340 CROSEY LE GRAND</b>
Suppléant	Justin LIEGEON	15, Route de Salins 25560 COURVIERES
Suppléant	Loïc MINARY	4, Rue de la Seigne 25160 REMOREY BOUJEONS

- en qualité de représentants de la confédération paysanne :

<b>Titulaire</b>	<b>Jean-Michel BESSOT</b>	<b>2 les Lavottes 25120 CERNAY L'EGLISE</b>
Suppléant	Jérémy COLEY	4, Voie du Pèlerin 25340 UZELLE
Suppléant	Véronique ECHAUBARD	4, Rue de l'Aviation 25800 VALDAHON
<b>Titulaire</b>	<b>Bruno FAIVRE</b>	<b>Ferme de Vaureuche 25340 UZELLE</b>
Suppléant	Norbert BOURNEZ	La Petite Echelle 25370 ROCHEJEAN
Suppléant	Jean-Paul GUINCHARD	2, Rue de la Fontaine 25360 VAUCHAMPS

- en qualité de représentants de la coordination rurale :

<b>Titulaire</b>	<b>Quentin TOURNIER</b>	<b>2, Rue de la Bascule 25360 MALBRANS</b>
Suppléant	Nicolas BONGAY	La Vrine 25520 GOUX LES USIERS
Suppléant	Sébastien ROY	Sur le Gey 25690 PASSONFONTAINE

10° au titre des salariés agricoles :

<b>Titulaire</b>	Pierre ALBESA Union nationale des syndi- cats autonomes (UNSA)	1, rue du Stade 25580 VERNIERFONTAINE
Suppléant	Pas de candidature déclarée à ce poste	
Suppléant	Pas de candidature déclarée à ce poste	/

11° au titre de la distribution des produits agroalimentaires :

<b>Titulaire</b>	<b>Corinne GRESSET</b> Au titre de la distribution des produits alimentaires	<b>Chambre de commerce et d'industrie</b> <b>46, avenue Villarceau</b> <b>25042 BESANCON CEDEX</b>
Suppléant	Pas de candidature déclarée à ce poste	
Suppléant	Pas de candidature déclarée à ce poste	
<b>Titulaire</b>	<b>Thierry GUTEHRLE</b> Au titre du commerce indépendant de l'alimentation	<b>Chambre de commerce et d'industrie</b> <b>46, avenue Villarceau</b> <b>25042 BESANCON CEDEX</b>
Suppléant	Pas de candidature déclarée à ce poste	
Suppléant	Pas de candidature déclarée à ce poste	

12° au titre du financement de l'agriculture :

<b>Titulaire</b>	<b>Bernard GIRARD</b> Crédit agricole Franche-Comté	<b>17 rue des Essarts</b> <b>25560 COURVIERES</b>
Suppléant	Sylvain MARMIER Crédit agricole Franche-Comté	33 rue de l'Etang 25560 FRASNE

13° au titre des fermiers-métayers :

<b>Titulaire</b>	<b>Fabrice CHABOD</b>	<b>La Brulée</b> <b>25520 AUBONNE</b>
Suppléant	Jean-Michel VANICAT	18, Grande Rue 25620 LE GRATTERIS
Suppléant	Gérard DEVILLERS	17, Rue de la Fontaine 25510 LAVIRON

14° au titre des propriétaires agricoles :

<b>Titulaire</b>	<b>Denis PERROT</b> Syndicat départemental de la propriété privée rurale du Doubs	<b>4 Rue des Vergers</b> <b>25620 TREPOT</b>
Suppléant	Gabriel BONNEFOY Section des propriétaires ruraux bailleurs du Doubs	3 chemin des Noyers Blancs 25410 MERCEY LE GRAND
Suppléant	Marie-Claude CARMILLE Syndicat départemental de la propriété privée rurale du Doubs	20 route de la Gare 25720 LARNOD

15° au titre de la propriété forestière

<b>Titulaire</b>	<b>Christian BULLE</b>	<b>Maison de la forêt et du bois 20 Rue François Villon 25000 BESANÇON</b>
Suppléant	Georges BRANTUT	1 Rue de Neufchâtel 25300 LES ALLIES
Suppléant	Dominique MAILLOT	18 Rue du Cordier 25620 MAMIROLLE

16° au titre des associations agréées pour la protection de l'environnement :

<b>Titulaire</b>	<b>Rémi COLLAUD</b> France Nature Environnement 25	<b>20, Chemin du Fort de Bregille 25000 BESANÇON</b>
Suppléant	Pas de candidature déclarée à ce poste	
<b>Titulaire</b>	<b>Bernard DESTRIEUX</b> Conservatoire d'espaces naturels de Franche-Comté	<b>Cen FC 7, rue Voirin 25000 BESANÇON</b>
Suppléant	Christophe AUBERT Conservatoire d'espaces naturels de Franche-Comté	Cen FC 7, rue Voirin 25000 BESANÇON

17° au titre de l'artisanat :

<b>Titulaire</b>	<b>Lydie LEPEULE</b>	<b>CMA 101 Rue de Vesoul 25000 Besançon</b>
Suppléant	Thierry LEHMAN	CMA 101 Rue de Vesoul 25000 Besançon
Suppléant	Pas de candidature déclarée à ce poste	

18° au titre des consommateurs :

<b>Titulaire</b>	<b>Emmanuelle BARBIER BRISE-LANCE</b>	<b>18 rue de la Mairie 70180 DENEVRE</b>
Suppléant	Philippe LAVIGNE	22 Chemin des Bermottes 25000 BESANCON

19° au titre des personnes qualifiées :

<b>Titulaire</b>	<b>Emilien CLAUDEPIERRE</b> ODASEA	<b>38, Rue Ronchoux 25290 CADEMENE</b>
------------------	---------------------------------------	--

Suppléant	Alain MATHIEU CIGC	Avenue de la Résistance BP 20026 39801 Poligny Cedex
Suppléant	Pas de candidature déclarée à ce poste	
Titulaire	Fabienne MARTIN Etablissement public local d'enseignement agricole de Besançon	EPLA GRANDVELLE 25410 DANNEMARIE SUR CRETE
Suppléant	Laurence MAIRE DU POSET Etablissement public local d'enseignement agricole de Besançon	EPLA. GRANDVELLE 25410 DANNEMARIE SUR CRETE
Suppléant	Philippe GALLAND Etablissement public local d'enseignement agricole de Besançon	EPLA. GRANDVELLE 25410 DANNEMARIE SUR CRETE

**Article 3** – Les membres de la commission sont nommés pour une durée de trois ans à compter de la date du présent arrêté, renouvelable par arrêté du préfet.

**Article 4** – Conformément aux articles R 313-5 à R 313-8 du Code rural, la commission départementale d'orientation de l'agriculture pourra choisir d'organiser, en son sein, des sections spécialisées.

**Article 5** – Le secrétariat de la commission plénière et des sections spécialisées est assuré par la direction départementale des territoires.

**Article 6** – L'arrêté préfectoral n° 25-2022-06-14-00005 est abrogé.

**Article 7** – La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif ou contentieux devant le tribunal administratif de Besançon, 30 rue Charles Nodier, 25044 BESANCON Cedex 3, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Doubs. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 8** – Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Doubs et Monsieur le Directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Doubs et dont copie sera adressée aux membres de la commission.

A Besançon, le 12 JUIN 2023

Le préfet



Jean-François COLOMBET

8 bis, rue Charles Nodier  
25035 BESANCON Cedex  
Tél : 03 81 25 10 00

777



Préfecture du Doubs

25-2023-06-12-00005

Arrêté cadre départemental relatif à la mise en place des principes de vigilance et de gestion de la ressource en eau en période d'étiage dans le département du Doubs, à l'exception du sous-bassin de l'Allan



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale  
des Territoires  
du Doubs**

**Arrêté cadre départemental n°  
relatif à la mise en place des principes de vigilance et de gestion de la ressource en eau en  
période d'étiage dans le département du Doubs, à l'exception du sous-bassin de l'Allan**

**Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU la Directive cadre sur l'eau du 23 octobre 2000,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1, L.211-3 à L.213.3, L.214-7, L.214-18, L.215-1 à L.215-13, L.214-7, L.214-18, L.215-1 à L.215-13, R.211-66 à R.211-70 et R.214-1 à R.214-56 ;

VU le code civil et notamment les articles 640 et 645 ;

VU le code de la santé publique et notamment les articles R.1321-1 à R.1321-66 ;

VU le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L.2212-5 et l'article L.2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'État dans un département en matière de police ;

VU le décret n°2010-0146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise sécheresse ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse en vigueur ;

VU l'arrêté 21-327 du 23 juillet 2021 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;

VU l'arrêté cadre départemental n° 25 2022 04 28 00001 relatif à la mise en place des principes de vigilance et de gestion de la ressource en eau en période d'étiage dans le département du Doubs, à l'exception du sous-bassin de l'Allan ;

VU l'arrêté cadre interdépartemental du sous bassin de l'Allan qui intègre 35 communes du Doubs ;

VU le décret du 23 juin 2021 portant nomination du Préfet du Doubs – M. COLOMBET Jean-François ;

VU l'instruction du 16 mai 2023 relative à la gestion de la sécheresse ;

VU le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse de mai 2023 ;

VU l'avis du comité de ressources en eau du département du Doubs ;

VU les participations du public réalisées dans les conditions prévues à l'article L.123-19-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les mesures provisoires de restriction ou d'interdiction de certains usages de l'eau peuvent être nécessaires en cas de déficit de la ressource en eau, pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable, des écosystèmes aquatiques et pour la protection de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que parmi les usages de l'eau, l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine constitue une priorité ;

CONSIDERANT la nécessité de concilier au mieux les usages de l'eau dans le cadre d'une gestion concertée et équilibrée dans l'intérêt de la préservation des milieux aquatiques ;

CONSIDERANT la situation particulière du département du Doubs, dont le caractère karstique accentue la fragilité de la ressource en eau et notamment la faiblesse de l'étiage des rivières tel qu'il peut être apprécié au moyen du réseau de mesures des débits des cours d'eau ;

CONSIDERANT que l'anticipation et la planification des mesures de limitation sont essentielles pour garantir l'efficacité, la cohérence, la progressivité et l'acceptabilité des mesures, permettre une plus grande transparence et une meilleure concertation et garantir une solidarité entre l'amont et l'aval ;

SUR proposition du secrétaire général

## ARRETE

### **Article 1 - Objet**

Le présent arrêté cadre a pour objet de :

- mettre en œuvre dans le département du Doubs des mesures de gestion des étiages ;
- délimiter les secteurs (article 2) dans lesquels pourront s'appliquer des mesures de précaution, de restriction ou d'interdiction provisoires de prélèvement dans les eaux superficielles et dans les eaux souterraines, dont les nappes alluviales des cours d'eau, ainsi que des mesures de restriction partielle ou d'interdiction des autres usages de l'eau ;
- fixer des seuils de vigilance, des seuils d'alerte, des seuils d'alerte renforcée et des seuils de crise pour le débit des cours d'eau (article 3) en dessous desquels ces mesures de vigilance, de restriction ou d'interdiction provisoires des usages pourront s'appliquer (article 5). Les niveaux des nappes, et des observations sur d'autres cours d'eau pourront compléter le niveau d'information dès lors que ces données existent et qu'elles sont en rapport avec les usages.
- définir les conditions de déclenchement des interdictions (article 3) et de l'organisation de la veille sécheresse (article 4) ainsi que les conditions d'adaptation des mesures (article 6).

### **Article 2 - Définition de la zone d'application du présent arrêté cadre : la zone d'alerte**

Les zones d'alerte sont des unités hydrologiques ou hydrogéologiques cohérentes pour lesquelles

l'administration est susceptible de prescrire des mesures de restriction. Au nombre de quatre, elles couvrent l'ensemble du département dont une est à l'échelle inter-départementale. Les communes peuvent aussi être rattachées à une zone de gestion, dans le cas où elles sont approvisionnées par des prélèvements situés dans une zone d'alerte différente de celle où elles sont implantées.

Le présent arrêté cadre départemental s'applique sur l'ensemble du département du Doubs, à l'exception des communes constituant le sous-bassin de l'Allan, qui sont gérées par l'arrêté cadre interdépartemental Doubs / Territoire de Belfort / Haute-Saône. Toutefois, ces communes demeurent rattachées à leur zone de gestion des plateaux calcaires.

L'ensemble des communes concernées par les zones d'alerte et de gestion sont listées en annexe 2. L'annexe 1 présente la cartographie de ces zones.

### **Article 3- Définition des seuils de surveillance et conditions de déclenchement**

#### **3-1 : Seuils de surveillance**

Quatre niveaux de gravité sont définis en fonction du débit des cours d'eau et précisés dans l'annexe 2 de l'arrêté n° 21-327 du 23 juillet 2021 susvisé. Ils sont contrôlés de manière hebdomadaire du début de l'étiage jusqu'au mois de septembre, puis toutes les deux semaines, dans les bulletins édités par la DREAL Bourgogne-Franche-Comté et accessibles sur son site internet. Les seuils de surveillance fonctionnent comme suit :

- seuil de vigilance : il faut que 50 % des stations hydrométriques situées dans la zone d'alerte franchissent à la baisse le seuil de vigilance. Ce seuil enclenche le lancement des bulletins hebdomadaires et peut donner lieu notamment à des actions de communication ;
- seuil d'alerte : il faut que plus de 50 % des stations hydrométriques situées dans la zone d'alerte franchissent à la baisse leur seuil d'alerte pour placer la zone en constat d'Alerte ;
- seuil d'alerte renforcée : il faut que plus de 50 % des stations hydrométriques situées dans la zone d'alerte franchissent à la baisse leur seuil d'alerte renforcée pour placer le secteur en constat d'Alerte renforcée ;
- seuil de crise : il faut que plus de 50 % des stations hydrométriques situées dans la zone d'alerte franchissent à la baisse leur seuil de crise pour placer le secteur en constat de Crise.

Si des problèmes inhabituels et graves d'adéquation entre la ressource et les usages sont identifiés, susceptibles de mettre en péril la distribution d'eau potable provenant des ressources de la zone de surveillance, la santé publique, la sécurité civile et la survie des espèces présentes dans le milieu, toute décision d'urgence ou d'anticipation pourra être prise par toute autorité en adéquation avec le niveau du péril (exemple : maire pour un réseau de distribution d'eau communal).

Les stations hydrométriques et les débits de référence des différents niveaux de gravité sont présentés en annexe 4.

Pour constater le franchissement de seuils, la DREAL produira des bulletins comportant les VCN3 calculés sur les deux semaines précédant le jour de publication. Le VCN3 est le débit minimum moyen journalier observé sur une période de 3 jours consécutifs pendant une période définie au préalable qui est fixée ici aux 14 jours précédant la date de publication du bulletin.

#### **3-2 : Conditions de déclenchement**

La prise de décision de franchissement d'un niveau de gravité sur la zone d'alerte s'appuie sur les stations hydrométriques de référence et les seuils de surveillance, mais aussi, sur la prise en considération à part

entière des éléments d'information listés ci-dessous :

- les données de l'observatoire national des étiages (ONDE) de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) ;
- des données hydrologiques complémentaires ;
- des données ou bulletins piézométriques, notamment ceux disponibles sur le site <https://ades.eaufrance.fr/> ;
- des données hydro-agronomiques ;
- les prévisions météorologiques fournies par Météo France ;
- les données liées à l'alimentation en eau potable, en particulier l'état de la ressource sur certains captages considérés comme stratégiques : Mathay, Saint Point...

et par toute information relative au risque de mise en péril de la quantité ou de la qualité de la ressource en eau, susceptible d'être transmise au Préfet par tout usager et tout gestionnaire.

### **3-3 : Cohérence dans le déclenchement**

Afin d'assurer une cohérence hydrologique des conditions de déclenchement des mesures de restriction, et une solidarité amont-aval entre usagers, les principes suivants sont à prendre en compte :

- délai maximum de 8 jours entre le constat de l'état de la ressource et la signature d'un arrêté de restriction des usages, consultation de la cellule de suivi opérationnel incluse ;
- situation qui s'aggrave (exemple d'alerte vers l'alerte renforcée) : lorsque le débit ou le niveau piézométrique moyen journalier est inférieur au seuil fixé pendant au moins 5 jours consécutifs ou 5 jours par période de 7 jours, le seuil est considéré comme franchi. Tout franchissement de seuil à la baisse peut être anticipé, si nécessaire, suite à une analyse multifactorielle ;
- situation qui s'améliore : on considère le seuil franchi lorsque le débit ou le niveau piézométrique moyen journalier repasse à un niveau supérieur à celui fixé pendant au moins 10 jours consécutifs. En cas de situation de crise seulement, et après analyse multifactorielle et une nette amélioration de la situation avérée, le passage à un niveau de restriction moindre peut être anticipé. Si les conditions le permettent, il sera préféré une levée des restrictions à un passage de crise en alerte renforcée.

## **Article 4 - Mise en place de structures de veille et de suivi de la sécheresse, actions à mener par niveau de gravité**

### **4-1 : Le comité de ressources en eau.**

Il est mis en œuvre dans le Doubs un comité de ressources eau qui peut se réunir en mode plénier ou restreint. Ce comité peut être réuni pour la gestion de l'eau potable et tout autre sujet à enjeux nécessitant une concertation élargie.

Le comité de ressources en eau est une instance de concertation qui se réunit en dehors des périodes de basses eaux, a minima deux fois par an :

- une séance en fin d'étiage estival pour dresser le bilan de l'épisode de basses eaux et les éventuelles évolutions à apporter à l'arrêté cadre ;
- une séance avant la période prévisible d'étiage pour évaluer l'état des ressources, leur niveau de recharge, d'en apprécier le risque de sécheresse et de partager les modalités des mesures à déployer au cours de la période d'étiage à venir.

Ce comité de ressource est susceptible d'être réuni à la demande du préfet en période de sécheresse. Le suivi opérationnel de l'étiage est assuré par une cellule de suivi opérationnel de l'étiage.

Pour assurer une meilleure réactivité, le Préfet peut décider de privilégier l'échange de courriers électroniques entre les membres du comité de ressources en eau avant la prise d'un arrêté ou de plusieurs arrêtés de restriction, ou d'informer a posteriori le comité de sa décision.

#### **4-2 : La cellule de suivi opérationnel de l'étiage**

La cellule de suivi opérationnel de l'étiage est activée en tant que de besoin par le préfet.

Cette cellule assure l'analyse multifactorielle sur la base d'un suivi de la situation météorologique et hydrologique des cours d'eau et de ses conséquences sur les milieux aquatiques et sur les différents usages, en particulier l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine. Cette cellule fait la synthèse de ces éléments et donne un avis au Préfet. A partir des informations mises à sa disposition et selon le niveau de gravité atteint, la cellule propose un arrêté de restriction des usages de l'eau sur une ou plusieurs zones d'alerte.

La cellule de suivi opérationnel de l'étiage est constituée de la préfecture, la DDT, l'ARS, la DREAL, Météo France, l'OFB, les forces de l'ordre, et toute personne qualifiée ou collectivité pouvant contribuer.

Au niveau de gravité d'alerte, alerte renforcée ou de crise, elle se réunit à un rythme hebdomadaire lorsque les circonstances l'exigent pour échanger et proposer des mesures de restriction si nécessaires sur la base de l'arrêté cadre départemental.

#### **4-3 - Mise en œuvre opérationnelle et échanges d'informations entre les départements**

La DDT du Doubs veillera à bien s'informer mutuellement auprès des DDT des départements voisins de l'évolution de la situation sur les zones d'alerte interdépartementales communes.

La coordination avec le Préfet du Territoire de Belfort et le Préfet de Haute-Saône fait l'objet d'un arrêté cadre inter-départemental spécifique sur le bassin de l'Allan.

Les zones d'alerte communes auront au plus un niveau de restriction de différence.

Chaque préfet de département reste compétent pour gérer les sécheresses dont la prise de mesures de restriction.

### **Article 5 – Mesures de restrictions ou d'interdiction des usages de l'eau**

Les mesures de restriction instaurées dans les secteurs, en application du présent arrêté, présentent un caractère temporaire et exceptionnel. Elles sont progressives et proportionnées aux menaces qui pèsent sur la ressource en eau, les milieux aquatiques et les usages. Les mesures susceptibles d'être adoptées par le Préfet sont celles du tableau de l'annexe 3.

Le franchissement du niveau « vigilance » n'engendre aucune restriction d'usage, mais constitue une opportunité de diffuser un communiqué de presse rappelant les mesures générales d'économies d'eau, et de déclencher un suivi de crise du réseau de l'observation national des étiages (ONDE) ainsi que la mise en place de la cellule de suivi opérationnel.

Les mesures du niveau « alerte » constituent un catalogue non prescriptif de mesures à mobiliser selon la saisonnalité et le contexte.

Les mesures des niveaux « alerte renforcée » et « crise » constituent un socle minimal de restrictions.

Les arrêtés préfectoraux de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse détaillent les mesures de vigilance et de restriction à prendre dans le secteur considéré en fonction des usages de première nécessité à préserver en priorité.

Ces arrêtés préfectoraux de restriction des usages de l'eau peuvent éventuellement prévoir des mesures complémentaires aux dispositions prévues dans le tableau de l'annexe 3, notamment en fonction des éléments relatifs à la situation locale et son évolution constatée ou prévisible. Sauf contexte particulier dûment justifié, les mesures complémentaires ne pourront pas être moins restrictives que le socle minimal de restrictions défini pour les niveaux « alerte renforcée » et « crise ».

Sauf indication contraire expresse, notamment sous forme de prescriptions figurant dans un arrêté préfectoral, les restrictions et interdictions mentionnés dans le tableau en annexe 3 sont valables quelle que soit la ressource sollicitée (eaux issues des réseaux AEP, des eaux superficielles, eaux de sources et de nappes, forages individuels, étangs, réserves d'eau de pluie). Les usages de l'eau au titre de la sécurité et de la santé publique ne sont pas concernés par ces restrictions.

Les communes peuvent aussi être rattachées à une zone de gestion, dans les cas où elles bénéficient de ressources situées dans une zone différente de celle où elles sont implantées. En cas de niveau de restriction différent entre ces zones, elles sont alors soumises aux mesures de restrictions les plus contraignantes.

## **Article 6 – Aménagement des mesures de restriction : conditions d'autorisation, conditions de dérogation**

### **6-1 : Autorisations**

Certaines mesures de restriction interdisent l'usage de l'eau sauf dans les conditions où elles peuvent être autorisées. Dans ce cas, il est nécessaire de faire une demande d'autorisation comportant tous les éléments utiles (projet précis, motifs de la demande, volume prévu, ressource utilisée, date...) auprès de la DDT ([ddt-guichet-eau@doubs.gouv.fr](mailto:ddt-guichet-eau@doubs.gouv.fr)), qui pourra délivrer une affichette indiquant les dates d'utilisation possibles. Ces affichettes devront être visibles pour les services de contrôle. Un bilan des consommations pourra être demandé au bénéficiaire de l'autorisation.

### **6-2 : Dérogations**

Tout usager a la possibilité de solliciter auprès du préfet une adaptation aux mesures de restriction des usages de l'eau lorsque le seuil de crise est constaté. Cette demande ne peut concerner que les usages interdits.

La demande s'accompagnera a minima de l'explicitation de l'usage concerné, la ressource utilisée, une estimation du volume nécessaire, la période d'utilisation et la justification de la demande.

Les demandes de dérogations sont à adresser au service de police de l'eau de la DDT ([ddt-guichet-eau@doubs.gouv.fr](mailto:ddt-guichet-eau@doubs.gouv.fr)). En cas d'accord, la décision sous forme d'arrêté sera notifiée à l'intéressé et à la mairie concernée et devra être présentée en cas de contrôle. Cet arrêté pourra être contesté devant le tribunal administratif de Besançon.

Un bilan des consommations pourra être demandé au bénéficiaire de la dérogation.

Un formulaire de demande de dérogation est mis à disposition sur le site internet des services de l'État (annexe 5).

### **Article 7 - Évaluation**

La mise en application de cet arrêté cadre départemental pourra faire l'objet d'une évaluation régulière, après une ou plusieurs périodes de sécheresse. Cette évaluation s'appuiera notamment sur les retours d'expérience annuels produits au niveau départemental ou des sous-bassins interdépartementaux coordonnés. A la lumière du retour d'expérience, il pourra être adapté en tant que de besoin par un arrêté complémentaire.

### **Article 8 - Voies de recours**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur les recueils des actes administratifs de la préfecture du Doubs.

### **Article 9 - Impact sur les arrêtés en vigueur et abrogation**

L'arrêté cadre départemental n° 25 2022 04 28 00001 relatif à la mise en place des principes de vigilance et de gestion de la ressource en eau en période d'étiage dans le département du Doubs, à l'exception du sous-bassin de l'Allan est abrogé pour son application dans le Doubs.

### **Article 10 - Exécution**

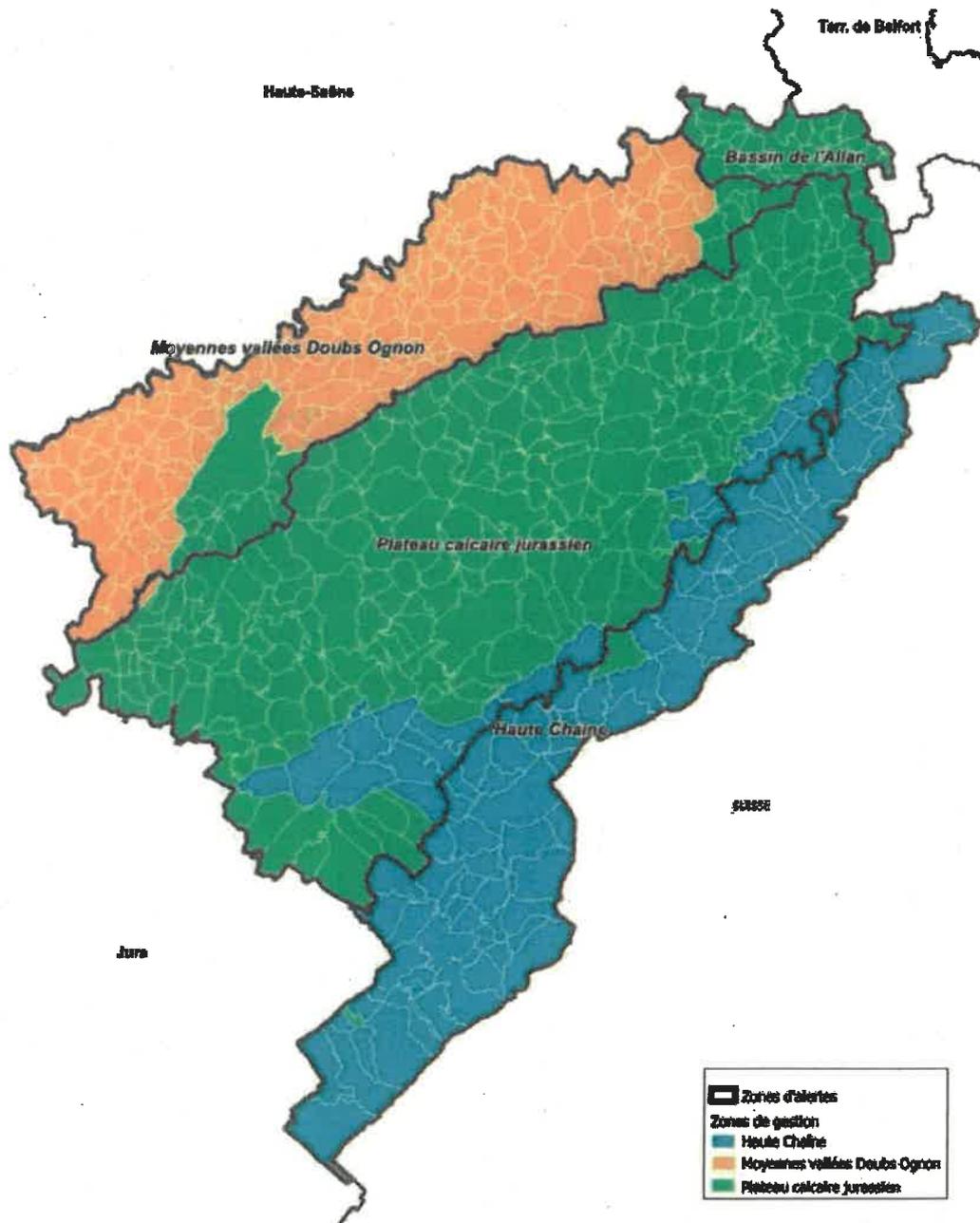
Le secrétaire général de la préfecture du Doubs, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche Comté, le directeur départemental des territoires du Doubs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs, sur le site internet des services de l'Etat du département du Doubs pendant toute la période de restriction, dans toutes les mairies concernées et sur le site internet national dédié conformément à l'article R.211-70 du Code de l'environnement.

Besançon, le 12 JUIN 2023  
Le préfet du Doubs

  
Jean-François COLOMBET

## **ANNEXES**

## ANNEXE 1 : Carte des zones d'alerte et de gestion du Doubs



Cette carte présente les 4 zones d'alerte :

- de l'Allan,
- de la Haute de Chaîne,
- du plateau calcaire jurassien,
- des moyennes vallées du Doubs et de l'Ognon,

Cette carte présente également les zones de gestion :

- en bleu, la zone de gestion de la Haute Chaîne,
- en vert, la zone de gestion du plateau calcaire jurassien,
- en orange, la zone de gestion des moyennes vallées du Doubs et de l'Ognon.

## ANNEXE 2 : liste des communes des zones d'alerte et de gestion

### Liste des communes de la zone d'alerte du bassin de l'Allan

NB : Le bassin de l'Allan est géré par l'arrêté cadre interdépartemental de l'Allan. L'ensemble des communes du bassin de l'Allan sont rattachées à la zone de gestion Plateau calcaire jurassien dont fait partie notamment le captage de Mathay

ABBEVILLERS	DASLE	NOMMAY
AIBRE	DÉSANDANS	PRESENTEVILLERS
ALLENJOIE	DUNG	RAYNANS
ALLONDANS	ECHENANS	SAINT-JULIEN-LES-MONTBELIARD
ARBOUANS	ETUPES	SAINTE-MARIE
BADEVEL	EXINCOURT	SAINTE-SUZANNE
BART	FESCHES-LE-CHATEL	SEMONDANS
BETHONCOURT	GRAND-CHARMONT	SOCHAUX
BROGNARD	ISSANS	TAILLECOURT
COURCELLES-LES-MONTBELIARD	LAIRE	VANDONCOURT
DAMBENOIS	LE VERNOY	VIEUX-CHARMONT
DAMPIERRE-LES-BOIS	MONTBELIARD	

### Liste des communes de la zone d'alerte des moyennes vallées du Doubs et de l'Ognon

ABBANS-DESSOUS	ETRABONNE	PELOUSEY
ABBENANS	ETRAPPE	PIREY
ACCOLANS	FAIMBE	PLACEY
AMAGNEY	FERRIERES-LES-BOIS	POMPIERRE-SUR-DOUBS
APPENANS	FLAGEY-RIGNEY	POUILLEY-FRANCAIS
ARCEY	FONTAIN*	POUILLEY-LES-VIGNES
ARGUEL*	FONTAINE-LES-CLERVAL	POULIGNEY-LUSANS
AUDEUX	FONTENELLE-MONTBY	PUESSANS
AUTECHAUX	FONTENOTTE	PUGEY*
AUXON-DESSOUS / Les AUXONS	FOURBANNE	RANCENAY*
AUXON-DESSUS / Les AUXONS	FOURG	RANG
AVANNE-AVENEY*	FRANEY	RECOLOGNE
AVILLEY	FRANCOIS	RIGNEY
BATTENANS-LES-MINES	GEMONVAL	RIGNOSOT
BAUME-LES-DAMES	GENEUILLE	RILLANS
BAVANS*	GENEY	ROCHE-LES-CLERVAL
BERCHE*	GERMONDANS	ROCHE-LEZ-BEAUPRE
BERTHELANGE	GONDENANS-LES-MOULINS	ROGNON
BESANCON*	GONDENANS-MONTBY	ROMAIN
BEURE*	GOUHELANS	ROSET-FLUANS
BEUTAL	GRANDFONTAINE	ROUGEMONT
BLARIANS	GROSBOIS	ROUGEMONTOT
BLUSSANGEAUX	HUANNE-MONTMARTIN	ROULANS
BLUSSANS	HYEVRE-MAGNY	ROUTELLE / OSSELLE – ROUTELLE
BONNAL	HYEVRE-PAROISSE	RUFFEY-LE-CHATEAU
BONNAY	JALLERANGE	SAINT-GEORGES-ARMONT

BOURNOIS	L'ECOUVOTTE	SAINT-HILAIRE
BOUSSIERES	L'HOPITAL-SAINT-LIEFFROY	SAINT-MAURICE-COLOMBIER
BRAILLANS	L'ISLE-SUR-LE-DOUBS	SAINT-VIT
BRANNE	LA BRETENIERE	SANTOCHE / PAYS de CLERVAL
BRECONCHAUX	LA PRETIERE	SAUVAGNEY
BRETIGNEY	LA TOUR-DE-SCAY	SECHIN
BURGILLE	LA VEZE*	SERRE-LES-SAPINS
BUSY*	LAISSEY	SOURANS
BYANS-SUR-DOUBS	LANTENNE-VERTIERE	SOYE
CENDREY	LARNOD*	TALLANS
CHALEZE	LAVERNAY	TALLENAY
CHALEZEULE*	LE MOUTHEROT	THISE
CHAMPAGNEY	LE PUY	THORAISE
CHAMPOUX	LONGEVILLE-SUR-DOUBS	THUREY-LE-MONT
CHAMPVANS-LES-MOULINS	LOUGRES	TORPES
CHATILLON-GUYOTTE	LUXIOL	TOURNANS
CHATILLON-LE-DUC	MANCENANS	TRESSANDANS
CHAUCENNE	MARCHAUX	TROUVANS
CHAUDEFONTAINE	MARVELISE	UZELLE
CHAUX-LES-CLERVAL	MAZEROLLES-LE-SALIN	VAIRE-ARCIER / VAIRE
CHEMAUDIN / CHEMAUDIN et	MEDIERE	VAIRE-LE-PETIT / VAIRE
VAUX	MERCEY-LE-GRAND	VAL-DE-ROULANS
CHEVIGNEY-SUR-L'OGNON	MEREY-VIEILLEY	VALLEROY
CHEVROZ	MESANDANS	VAUX-LES-PRES / CHEMAUDIN et
CLERVAL / PAYS de CLERVAL	MISEREY-SALINES	VAUX
COLOMBIER-FONTAINE*	MONCEY	VELESMES-ESSARTS
CORCELLE-MIESLOT	MONCLEY	VENISE
CORCELLES-FERRIERES	MONDON	VENNANS
CORCONDRAZ	MONTAGNEY-SERVIGNEY	VERGRANNE
COURCHAPON	MONTENOIS	VERNE
CUBRIAL	MONTFAUCON*	VIEILLEY
CUBRY	MONTFERRAND-LE-CHATEAU	VIETHOREY
CUSE-ET-ADRISANS	MONTUSSAINT	VILLARS-SAINT-GEORGES
CUSSEY-SUR-L'OGNON	MORRE*	VILLARS-SOUS-ECOT*
DAMPIERRE-SUR-LE-DOUBS*	NANS	VILLERS-BUZON
DANNEMARIE-SUR-CRETE	NOIRONTE	VILLERS-GRELOT
DELUZ	NOVILLARS	VOILLANS
DEVECEY	OLLANS	VORGES-LES-PINS*
ECOLE-VALENTIN	ONANS	VOUJEAUCOURT*
EMAGNY	OSSELLE - ROUTELLE	
ESNANS	OUGNEY-DOUVOT	
ETOUVANS*	PALISE	

\* communes rattachées à la zone de gestion Plateau calcaire jurassien

## Liste des communes de la zone d'alerte Plateau calcaire jurassien

ABBANS-DESSUS***	EYSSON	ORGEANS-BLANCHEFONTAINE
ADAM-LES-PASSAVANT	FALLERANS	ORNANS
ADAM-LES-VERCEL	FERTANS	ORSANS
AISSEY	FEULE	ORVE
AMANCEY	FLAGEY	OSSE
AMATHAY-VESIGNEUX	FLANGEBOUCHE	OUHANS
AMONDANS	FLEUREY	OUVANS
ANTEUIL	FOUCHERANS	PALANTINE
ARC-ET-SENANS	FOURNETS-LUISANS	PAROY
ARC-SOUS-CICON	FRASNE	PASSAVANT
ARC-SOUS-MONTENOT	FROIDEVAUX	PASSONFONTAINE
ATHOSE / PREMIERS SAPINS	FUANS	PESEUX
AUBONNE	GENNES	PESSANS
AUDINCOURT	GERMEFONTAINE	PIERREFONTAINE-LES-BLAMONT
AUTECHAUX-ROIDE	GEVRESIN	PIERREFONTAINE-LES-VARANS
AVOUDREY	GILLEY**	PLAIMBOIS-DU-MIROIR**
BANNANS	GLAMONDANS	PLAIMBOIS-VENNES
BARTHERANS	GLAY	POINTVILLERS / LE VAL
BATTENANS-VARIN	GONSANS	PONT-DE-ROIDE
BELLEHERBE	GOUX-LES-DAMBELIN	PONT-LES-MOULINS
BELMONT	GOUX-LES-USIERS**	PROVENCHERE
BELVOIR	GOUX-SOUS-LANDET	QUINGEY
BIANS-LES-USIERS**	GRANDFONTAINE-SUR-CREUSE	RAHON
BIEF	GUILLOIN-LES-BAINS	RANDEVILLERS
BLAMONT	GUYANS-DURNES	RANTECHAUX / PREMIERS
BOLANDOZ	GUYANS-VENNES	SAPINS
BONDEVAL	HAUTIEPIERRE-LE-CHATELET /	REMONDANS-VAIVRE
BONNEVAUX-LE-PRIEURE /	PREMIERS SAPINS	RENEDALÉ
ORNANS	HERIMONCOURT	RENNES-SUR-LOÛE
BOUCLANS	HYEMONDANS	REUGNEY
BOUJAILLES	L'HOPITAL-DU-GROSBOIS	ROCHES-LES-BLAMONT
BOURGUIGNON	LA BOSSE	RONCHAUX
BREMONDANS	LA CHAUX**	ROSIERES-SUR-BARBECHE
BRERES	LA CHEVILLOTTE	ROSUREUX
BRETIGNEY-NOTRE-DAME	LA GRANGE	ROUHE
BRETONVILLERS	LA RIVIERE-DRUGEON	RUREY
BUFFARD	LA SOMMETTE	SAINT-GORGON-MAIN
BUGNY**	LABERGEMENT-DU-NAVOIS /	SAINT-HIPPOLYTE
BULLE	LEVIER	SAINT-JUAN
BY	LANANS	SAINT-JULIEN-LES-RUSSEY**
CADEMENE	LANDRESSE	SAINTE-ANNE
CESSEY	LANTHENANS	SAMSON
CHAFFOIS**	LAVAL-LE-PRIEURE	SANCEY-LE-GRAND / SANCEY
CHAMESEY	LAVANS-QUINGEY	SANCEY-LE-LONG / SANCEY
CHAMESOL	LAVANS-VUILLAFANS	SAONE
CHAMPLIVE	LAVIRON	SARAZ
CHANTRANS	LE GRATTERIS	SAULES
CHAPELLE-D'HUIN**	LE LUHIER**	SCEY-MAISIERES
CHARBONNIERES-LES-SAPINS /	LES BRESEUX**	SELONCOURT

ETALANS	LES TERRES-DE-CHAUX	SEPTFONTAINES**
CHARMOILLE	LEVIER**	SERVIN
CHARNAY	LIEBVILLERS	SILLEY-AMANCEY
CHASNANS / PREMIERS SAPINS	LIESLE	SILLEY-BLEFOND
CHASSAGNE-SAINT-DENIS	LIZINE	SOLEMONT
CHATEAUVIEUX-LES-FOSSES	LODS	SOMBACOUR**
CHATILLON-SUR-LISON	LOMBARD	SOULCE-CERNAY
CHAUX-LES-PASSAVANT	LOMONT-SUR-CRETE	SURMONT
CHAY	LONGECHAUX	TARCENAY
CHAZOT	LONGEMAIISON	THIEBOUHANS**
CHENECEY-BUILLON	LONGEVILLE-LES-RUSSEY	THULAY
CHEVIGNEY-LES-VERCEL	LONGEVILLE	TREPOT
CHOUZELOT	LORAY	VALDAHON
CLERON	MAGNY-CHATELARD	VALENTIGNY
CONSOLATION-MAISONNETTES	MAICHE**	VALONNE
COTEBRUNE	MALANS	VALOREILLE
COUR-SAINT-AURICE	MALBRANS	VANCLANS / PREMIERS SAPINS
COURCELLES LES QUINGEY	MAMIROLLE	VAUCHAMPS
COURTETAIN-ET-SALANS	MANCENANS-LIZERNE**	VAUCLUSE
COURVIERES	MANDEURE	VAUCLUSOTTE
CROSEY-LE-GRAND	MATHAY	VAUDRIVILLERS
CROSEY-LE-PETIT	MEREY-SOUS-MONTROND	VAUFREY
CROUZET-MIGETTE	MESLIERES	VELLEROT-LES-BELVOIR
CUSANCE	MESMAY	VELLEROT-LES-VERCEL
CUSSEY-SUR-LISON	MONT-DE-LAVAL**	VELLEVANS
DAMBELIN	MONT-DE-VOUGNEY**	VENNES
DAMMARTIN-LES-TEMPLIERS	MONTANDON**	VERCEL-VILLEDIEU-LE-CAMP
DAMPJOUX	MONTBELIARDOT**	VERNIERFONTAINE
DANNEMARIE	MONTECHEROUX	VERNOIS-LES-BELVOIR
DESERVILLERS	MONTFORT / Le VAL	VERRIERES-DU-GROSBOIS /
DOMPIERRE-LES-TILLEULS	MONTGESOYE	ETALANS
DOMPREL	MONTIVERNAGE	VILLARS-LES-BLAMONT
DURNES	MONTJOIE-LE-CHATEAU	VILLARS-SOUS-DAMPJOUX
ECHAY	MONTMAHOX	VILLENEUVE-D'AMONT**
ECHEVANNES	MONTROND-LE-CHATEAU	VILLERS-CHIEF
ECOT	MOUTHIER-HAUTE-PIERRE	VILLERS-LA-COMBE
ECURCEY	MYON	VILLERS-SAINT-MARTIN
EPENOUSE	NAISEY-LES-GRANGES	VILLERS-SOUS-CHALAMONT
EPENAY	NANCRAY	VILLERS-SOUS-MONTROND
EPEUGNEY	NANS-SOUS-SAINTE-ANNE	VOIRES
ETALANS	NEUCHATEL-URTIERE	VUILLAFANS
ETERNOZ	NODS / Les PREMIERS SAPINS	VYT-LES-BELVOIR
ETRAY	NOIREFONTAINE	
EVILLERS**	ORCHAMPS-VENNES	

\*\* communes rattachées à la zone de gestion Haute Chaîne

\*\*\* communes rattachées à la zone de gestion Moyennes vallées du Doubs et de l'Ognon

## Liste des communes de la zone d'alerte Haute Chaîne

ARCON	INDEVILLERS	METABIEF
BELFAYS	JOUGNE	MONTANCY
BONNETAGE	LA CHENALOTTE	MONTBENOIT
BONNEVAUX	LA CLUSE-ET-MIJOUX	MONTFLOVIN
BOUVERANS	LA LONGEVILLE	MONTLEBON
BREY-ET-MAISON-DU-BOIS	LA PLANEE	MONTPERREUX
BURNEVILLERS	LABERGEMENT-SAINTE-MARIE	MORTEAU
CERNAY-L'EGLISE	LE BARBOUX	MOUTHE
CHAPELLE-DES-BOIS	LE BELIEU	NARBIEF
CHARMAUVILLERS	LE BIZOT	NOEL-CERNEUX
CHARQUEMONT	LE CROUZET	OYE-ET-PALLET
CHATELBLANC	LE MEMONT	PETITE-CHAUX
CHAUX-NEUVE	LE RUSSEY	PONTARLIER
COURTEFONTAINE	LES ALLIES	RECUFOZ
DAMPRICHARD	LES COMBES*	REMORAY-BOUJEONS
DOMMARTIN	LES ECORCES	ROCHEJEAN
DOUBS	LES FINS	RONDEFONTAINE
FERRIERES-LE-LAC	LES FONTENELLES	SAINT-ANTOINE
FESSEVILLERS	LES FOURGS	SAINT-POINT-LAC
FOURCATIER-ET-MAISON-NEUVE	LES GRANGETTES	SAINTE-COLOMBE
FOURNET-BLANCHEROCHE	LES GRAS	SARRAGEOIS
FRAMBOUHANS	LES HOPITAUX-NEUFS	TOUILLON-ET-LOULETEL
GELLIN	LES HOPITAUX-VIEUX	TREVILLERS
GLERE	LES PLAINS-ET-GRANDS-ESSARTS	URTIERE
GOUMOIS	LES PONTETS	VAUX-ET-CHANTEGRUE
GRAND'COMBE-CHATELEU	LES VILLEDIEU	VERRIERES-DE-JOUX
GRAND'COMBE-DES-BOIS	LONGEVILLES-MONT-D'OR	VILLE-DU-PONT
GRANGES-NARBOZ	MAISONS-DU-BOIS-LIEVREMONT	VILLERS-LE-LAC
HAUTERIVE-LA-FRESSE	MALBUISSON	VUILLECIN
HOUTAUD	MALPAS	

\* communes rattachées à la zone de gestion Plateau calcaire jurassien

## **ANNEXE 3 : Tableau des mesures de restriction des usages de l'eau**

### **3.1. Rappel des bonnes pratiques :**

- Les arrosages restant autorisés se limiteront au strict nécessaire. Les plantations d'arbres, de haies, d'arbustes... seront reportées.
- L'utilisation de réserves d'eau de pluie doit être privilégiée lorsqu'il n'y a pas d'interdiction.
- La ressource en eau de pluie reste une ressource à part entière, en particulier pour les milieux naturels, elle est donc à préserver.
- Réduire autant que possible la consommation d'eau et le rejet d'eaux usées non traitées.
- Avant de réaliser des travaux en cours d'eau, veillez à prendre connaissance de la loi sur l'eau.
- Reporter les travaux non interdits très consommateurs en eau ou produisant des rejets potentiellement nuisibles dans les réseaux ou les cours d'eau : attention, nettoyer votre façade peut avoir des conséquences sur le milieu aquatique !
- Éviter les interventions non indispensables dans le lit mineur. Ne pas circuler dans les cours d'eau en étiage car dommageable pour le lit du cours d'eau.
- Réduire les prélèvements directs dans les canaux et dans le milieu lorsqu'ils sont autorisés (fragilisation des berges, des digues, impacts sur le milieu...)
- Le nettoyage des véhicules et engins professionnels, lorsqu'il est autorisé, est limité strictement au nettoyage des pièces nécessaires au bon fonctionnement (bétonnière, épandeurs...)
- En cas de déclenchement du plan canicule, les points de rafraîchissement ne sont pas soumis à cet arrêté, les robinets communaux à boutons poussoirs seront également autorisés

### 3.2. Mesures de restriction par niveau de gravité

Légende des usagers : P = Particulier, E = Entreprise, C = Collectivité, A = Exploitant agricole, horticulteur, pépiniériste, maraîcher

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	P	E	C	A
<p>Légende des usagers : P = Particulier, E = Entreprise, C = Collectivité, A = Exploitant agricole, horticulteur, pépiniériste, maraîcher</p> <p>Les usages de l'eau au titre de la sécurité, salubrité et de la santé publique ne sont pas concernés par les restrictions.</p> <p>Ces mesures ne sont pas applicables dès lors qu'il y a utilisation d'eaux de pluie récupérées. Elles le sont néanmoins pour toutes les autres ressources sollicitées (réseaux d'eau, eaux superficielles, de sources et de nappes, forages, étangs).</p> <p>Certains usages sont soumis à des horaires qui seront précisés, pour chaque département, dans l'arrêté préfectoral en vigueur. Ces horaires seront également à respecter lors de l'utilisation d'eaux de pluie.</p> <p>Des relevés de compteurs pourront être demandés et des tests de vérification de la nature de l'eau (eau de pluie et eau du réseau)</p>					X	X	X	X
Arrosage des pelouses et massifs fleuris, plantation en pots	<p>Informez et sensibilisez le grand public, les professionnels et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau</p>	<p><b>INTERDIT</b> Selon les horaires préfectoraux</p> <p>Sauf pour les plantes en contenant si un système de goutte à goutte est utilisé</p>	<p><b>INTERDIT</b> Sauf pour les plantes en contenant si un système de goutte à goutte est utilisé</p>	<p><b>INTERDIT</b></p>	X	X	X	
Arrosage des jardins potagers, y compris partagés		<p><b>INTERDIT</b> Entre 8h et 20h</p>		<p><b>INTERDIT</b></p>	X	X	X	
Arrosage des espaces verts, arbres et arbustes [1]		<p><b>INTERDIT</b>, sauf plantation arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de 2 ans et uniquement aux horaires préfectoraux autorisés</p>		<p><b>INTERDIT</b></p>	X	X	X	
Remplissage et vidange de piscines privées de plus d'1 m <sup>3</sup>		<p><b>INTERDIT</b> Sauf remise à niveau nocturne et premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions</p>		<p><b>INTERDIT</b></p>	X			
Piscines ouvertes au public		<p>Pas de restriction</p>	<p>Vidange et Remplissage <b>INTERDIT</b> Sauf impératif sanitaire après avis de l'ARS</p>				X	X
Alimentation en eau potable des populations		<p>Pas de limitation Sauf arrêté spécifique</p>			X	X	X	X
Fonctionnement des fontaines publiques et privées d'ornement		<p><b>INTERDIT</b>, dans la mesure où le fonctionnement des fontaines permet leur mise à l'arrêt (fontaines fermées et ouvertes).</p>			X	X	X	
[1] Nous vous invitons à vous référer aux bonnes pratiques								

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	P	E	C	A
Lavage de véhicules chez les particuliers	Informier et Sensibiliser le grand public, les professionnels et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	INTERDIT à titre privé à domicile			X			
Lavage de véhicules en station		Autorisé sur les pistes équipées de haute-pression ou équipées de système de recyclage (minimum 70 % d'eau recyclée) ou portique programmé ÉCO sur ouverture partielle. [2]		INTERDIT	X	X	X	X
Nettoyage des trottoirs et surfaces de circulation imperméables		INTERDIT, sauf avec du matériel haute pression ou usage de balayuses Automatiques	INTERDIT, sauf impératif sanitaire ou sécuritaire Et usage de balayuses automatiques [3]				X	
Nettoyage des façades, toitures et autres surfaces imperméabilisées		INTERDIT, sauf avec du matériel haute pression, autolaveuse	INTERDIT, sauf travaux programmés avant passage en alerte renforcée ET avec une entreprise de nettoyage professionnel [3]		X	X		
Arrosage de surfaces de chantier générant de la poussière	Informier les professionnels et collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	INTERDIT, sauf en cas d'impératif sanitaire ou sécuritaire [3]			X	X	X	X
Arrosage des terrains de sport enherbés	Informier et Sensibiliser le grand public, les professionnels et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	INTERDIT, sauf à certaines plages horaires	INTERDIT, sauf pour les terrains à enjeu national ou international dont l'arrosage sera minimal [3]  L'eau de pluie sera privilégiée			X	X	
Arrosage des carrières équestres		Pas de restriction			X	X	X	X
Arrosage des golfs (conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024)	Informier les professionnels et collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	INTERDIT De 8h à 20h  Réduction des consommations de 15 à 30 %  Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'irrigation et mis à disposition des services de contrôle	INTERDIT De 8h à 20h  A l'exception des greens et départs.  Réduction des consommations d'au moins 60 %  Des relevés de compteurs doivent être envoyés toutes les deux semaines à la DDT	INTERDIT De 8h à 20h  A l'exception des greens, par un arrosage réduit à 350 m <sup>3</sup> / semaine maximum par tranche de 9 trous, sauf en cas de pénurie d'eau potable.  Réduction des consommations d'au moins 80 %  Des relevés de compteurs doivent être envoyés toutes les deux semaines à la DDT		X	X	
Nettoyage / arrosage des sites de manifestations temporaires sportives et culturelles		Autorisé uniquement pour la salubrité et sécurité, adaptations possibles pour les événements d'envergure nationale et internationale [3]				X	X	X
<p>[2] Ces mesures concernent notamment les stations de lavage, Les unités de lavage des garages et stations services et les stations de lavage des entreprises professionnelles (de transport, BTP, etc...). Il conviendra pour les stations de lavage de rendre inutilisable les pistes de lavage faisant l'objet d'une interdiction d'utilisation. Pour les stations de lavage, pour justifier du recyclage, il faut pouvoir présenter en cas de contrôle un dossier validé par le fabricant ou l'installateur (capacités, plan de l'installation, réseaux d'eau, compteur). Un test de consommation réelle par véhicule pourra également être effectué.</p>								
<p>[3] Certaines mesures de restriction interdisent l'usage de l'eau, cependant lorsque les conditions mentionnées sont respectées, des autorisations peuvent être accordées. Dans ce cas, il est nécessaire de faire une demande d'autorisation comportant tous les éléments utiles (projet précis, motifs de la demande, volume prévu, ressource utilisée, date...) auprès de la DDT, qui pourra délivrer une affichette indiquant les dates d'utilisation possibles. Ces Affichettes devront être apposées de manière visible sur site et/ou véhicule professionnel.</p>								

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	P	E	C	A
Activités industrielles (dont ICPE) commerciales et artisanales dont la consommation est supérieure à 7000 m <sup>3</sup> /an	Sensibiliser les professionnels concernés aux règles de bon usage d'économie d'eau	<p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau).</p> <p>Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliquent. Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leur procédé permet de réduire au minimum les besoins en eau.</p> <p>Les restrictions ci-dessous ne s'appliquent pas aux usages rendus strictement nécessaires par un impératif sanitaire ou lié à la salubrité publique.</p>						
		<p>Registre hebdomadaire mis à disposition des services de contrôle.</p> <p>Réduction des consommations de 10 % par rapport à la moyenne hebdomadaire</p>	<p>Registre quotidien pour tout prélèvement supérieure à 100 m<sup>3</sup>/jour mis à disposition des services de contrôle.</p> <p>Réduction des consommations de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire</p>	<p>Registre quotidien pour tout prélèvement supérieure à 100 m<sup>3</sup>/jour mis à disposition des services de contrôle.</p> <p>Réduction des consommations de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.</p> <p>Priorisation des usages au cas par cas pouvant conduire à des réductions supplémentaires ou l'arrêt des prélèvements.</p>		X	X	X
		Mettre en œuvre des dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau et limiter au maximum les consommations.				X	X	
Irrigation par aspersion des cultures	Prévenir les agriculteurs	INTERDIT entre 8h et 20h						X
Irrigation par systèmes d'irrigation localisée des cultures maraîchères, cultures horticoles, cultures expérimentales ou à valeur patrimoniale forte (goutte-à-goutte, micro-aspersion)		Pas de restriction.	INTERDIT entre 20h et 8h, sauf utilisation d'eau de pluie			X	X	X
Abreuvement des animaux		<p>Pas de limitation sauf arrêté spécifique</p> <p>En cas de prélèvement dans un cours d'eau, le remplissage des citernes sera effectué depuis la berge, sans pénétrer dans le cours d'eau et sans réduire le débit en dessous du débit minimum biologique. Tout prélèvement est interdit en ruisseau identifié en arrêté de protection de biotope</p>			X	X	X	X

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	P	E	C	A
Remplissage / vidange des plans d'eau	Informer et sensibiliser le grand public, les professionnels et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	<b>INTERDIT</b> Sauf pour les usages commerciaux sous autorisation du service de police de l'eau concerné.			X	X	X	X
Navigation Fluviale		Programmation des automates afin que les mouvements de portes d'écluses soient limités aux stricts besoins de la navigation					X	
Travaux en cours D'eau [3]		Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux Aquatiques et éviter les interventions non indispensables dans le lit mineur	Reporter les travaux en cours d'eau très consommateurs en eau et / ou produisant des rejets potentiellement nuisibles dans les réseaux ou les cours d'eau. Sauf avis favorable de la DDT (à solliciter au minimum 15 jours avant le démarrage des travaux)		X	X	X	X
Gestion des systèmes d'assainissement	Prévenir les services de gestion des eaux	Reporter les opérations de maintenance notamment celles pouvant entraîner une dégradation du niveau de service des systèmes d'assainissement sauf si elle sont urgentes et indispensables au bon fonctionnement ultérieur du système d'assainissement et après accord du service police de l'eau				X	X	
Lavage des réservoirs d'eau potable prévus dans les contrats d'affermage et essai de bornes incendie existantes		Pas de restriction	<b>INTERDIT</b> , sauf impératif de santé après avis de l'ARS, sécurité ou salubrité publique			X	X	
Purges des réseaux		Pas de restriction après travaux de réparation, de renouvellement ou après prélèvements				X	X	
Installations hydroélectriques	Informer et sensibiliser le grand public, les professionnels et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	Pour les installations hydroélectriques, les manoeuvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du réseau électrique ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques sont autorisées. Le préfet peut imposer des dispositions spécifiques pour la protection de la biodiversité, dès lors qu'elles n'interfèrent pas avec l'équilibre du système électrique et la garantie de l'approvisionnement en électricité.			X	X	X	X
<p>[1] Nous vous invitons à vous référer aux bonnes pratiques</p> <p>[2] Ces mesures concernent notamment les stations de lavage, Les unités de lavage des garages et stations services et les stations de lavage des entreprises professionnelles (de transport, BTP, etc...). Il conviendra pour les stations de lavage de rendre inutilisable les pistes de lavage faisant l'objet d'une interdiction d'utilisation.</p> <p>[3] Certaines mesures de restriction interdisent l'usage de l'eau, cependant lorsque les conditions mentionnées sont respectées, des autorisations peuvent être accordées. Dans ce cas, il est nécessaire de faire une demande d'autorisation comportant tous les éléments utiles (projet précis, motifs de la demande, volume prévu, ressource utilisée, date...) auprès de la DDT, qui pourra délivrer une affichette indiquant les dates d'utilisation possibles. Ces affichettes devront être apposées de manière visible sur site ou véhicule.</p> <p><b>=&gt; Ne pas hésiter à consulter la DDT en cas d'interrogation</b> - pour le Doubs : <a href="mailto:ddt-guilchet-eau@doubs.gouv.fr">ddt-guilchet-eau@doubs.gouv.fr</a></p>								

## ANNEXE 4 : Stations hydrologiques de référence

N°	Secteur	Débits en m³/s aux stations de référence			
		Seuil de Vigilance	Seuil d'Alerte	Seuil d'alerte renforcée	Seuil de crise
<b>RM17</b>	<b>Haute Chaîne</b>				
	Mouthe sur le Doubs	0,330	0,220	0,150	0,130
	Pontarlier sur le Doubs	1,900	1,200	0,970	0,760
	Goumois sur le Doubs	7,900	5,300	4,500	2,930
	Morez sur la Bienne	0,350	0,220	0,150	0,110
	Saint Claude sur le Tacon	0,840	0,570	0,430	0,340
<b>RM18</b>	<b>Plateau Calcaire jurassien</b>				
	Saint Hyppolyte sur le Dessoubre	2,400	1,500	1,100	0,760
	Champagne sur la Loue	15,000	11,000	8,100	5,270
	Salins les Bains sur la Furieuse	0,260	0,160	0,110	0,050
	Bourg de Sirod sur l'Ain	2,500	1,800	1,300	0,900
	Doucier sur le Hérisson	0,340	0,210	0,110	0,080
<b>RM19</b>	<b>Basses vallées Doubs – Ognon</b>				
	Mathay sur le Doubs	14,000	8,900	7,000	5,280
	Besançon sur le Doubs	25,000	17,000	12,000	7,300
	Pesmes sur l'Ognon	8,200	5,500	3,700	2,100
	Beveuge sur le Scey	0,460	0,290	0,210	0,140
	Neublans sur le Doubs	47,000	31,000	22,000	14,000

Les débits relatifs au sous-bassin de l'Allan sont identifiés dans l'arrêté inter-départemental relatif à la mise en place des principes communs de vigilance et de gestion de la ressource en eau en période d'étiage dans le sous-bassin de l'Allan.

## ANNEXE 5 :

### **Demande de dérogation aux dispositions de l'ARRÊTÉ de restriction des usages de l'eau n°**

.....

Le présent formulaire a pour objet de permettre l'instruction d'une demande de dérogation aux mesures de restrictions provisoires de certains usages de l'eau (arrêté préfectoral susvisé).

Les demandes de dérogation ne pourront porter que sur les mesures pour lesquelles le manque d'eau serait de nature à créer un préjudice environnemental et/ou économique important.

**En conséquence, il convient de produire à l'appui de la présente demande, toute pièce utile permettant d'en faciliter l'instruction.**

**La décision sera adressée sous forme d'arrêté au demandeur.**

### Identification du demandeur

**Nom - Prénom (ou nom de l'établissement)**

.....

**Adresse complète**

.....

.....

**Pour les établissements :**

**Représenté par (nom, prénom et fonction)**

.....

**Personne assurant le suivi du dossier :**

**Nom- Prénom**

.....

**Adresse (si différente de l'établissement)**

.....

**Tél :** .....

**Courriel :** .....

### Objet de la demande de dérogation

**Justification de la demande :**

.....

.....

.....

.....

.....

.....

**Fournir un plan précis (général et proximité), des photos...**

**Localisation des espaces concernés et du prélèvement (adresse ou lieu-dit) :**

.....  
.....

**Volume prévisionnel par jour :** .....m<sup>3</sup>

**Surface approximative ou linéaire à arroser**.....

**Fréquence et durée d'arrosage envisagée (préciser les jours et horaires)**

.....

**Origine de l'eau utilisée (réseau AEP, forages, puits...) :**.....

.....

**Fréquence des prélèvements envisagée (préciser les jours et horaires)** .....

.....

**État quantitatif de cette ressource** .....

Fait à ....., le .....

**Signature**

*Indiquer clairement le nom du signataire*

---

*Cette demande est à adresser à :*

**Direction départementale des territoires du Doubs**

**Service Eau, Risques, Nature et Forêt**

**Courriel : [ddt-guichet-eau@doubs.gouv.fr](mailto:ddt-guichet-eau@doubs.gouv.fr)**

**Tél : 03 39 59 55 59**

Préfecture du Doubs

25-2023-06-12-00002

ARRETE PORTANT ATTRIBUTION DE LA CARTE  
DE STATIONNEMENT POUR PERSONNE  
HANDICAPE A M. BRISBARD MARCEL



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service Départemental de  
l'ONACVG du Doubs**

**Arrêté n°**

**du 2 JUIN 2023**

portant attribution

de la carte de stationnement pour personnes handicapées

**Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 241-3, R. 241-20 à R. 241-20-3 ;

Vu le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2016 du ministère des affaires sociales et de la famille fixant le modèle de la carte de stationnement pour personnes handicapées ;

Vu l'arrêté du 3 janvier 2017 du ministère des affaires sociales et de la famille relatif aux modalités d'appréciation d'une mobilité pedestre réduite et de la perte d'autonomie dans le déplacement individuel ;

Vu la demande reçue le 7 juin 2023 formulée par Monsieur BRISBARD Marcel titulaire d'une pension militaire d'invalidité ;

Vu l'avis du service départemental de l'Office National des combattants et victimes de guerre du Doubs en date du 9 juin 2023.

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La carte de stationnement pour personnes handicapées n° 5943356 est attribuée pour une durée de validité permanente à :

Monsieur BRISBARD Marcel

Né le 30 avril 1935 aux Fontenelles (25)

Domicilié : 10 rue de l'église

25140 LES ECORCES

8 bis rue Charles Nodier  
25035 BESANÇON Cedex  
Tél : 03 81 25 10 00

1/2

**Article 2 :** Le directeur du service départemental de l'ONACVG du Doubs est chargé de l'exécution de la présente décision et de sa notification.

**Article 3 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif du lieu de résidence du demandeur dans le délai de deux mois à compter de la réception de sa notification.

Le préfet,  
Par délégation,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,



Saadia TAMELIKECHT

Préfecture du Doubs

25-2023-06-12-00006

Autorisation d'installation d'un système de  
vidéo-protection dans l'établissement JCR  
AUTOMOBILES situé à BAUME LES DAMES



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**CABINET  
Direction des Sécurités  
Pôle Polices Administratives**

**Arrêté N°**  
Vidéo-protection

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.251-1, L.223-1, L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-4, L.253-1 à L.253-4, L.223-4, L.252-6, L.252-5, L.253-5, L.254-1, L.251-7, L.255-1, L.223-2, L.223-3, L.223-5, L.252-7, L.223-6 à L.223-9, L. 251-5, L.251-6, L.232-1 à L.232-6 et L.222- 1 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéo-protection ;

**Vu** la circulaire n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 précisant les modalités d'application des textes susvisés et du déploiement des systèmes de vidéo-protection ;

**Vu** le décret du 23 juin 2021 portant nomination du préfet du Doubs – Monsieur COLOMBET (Jean-François) ;

**Vu** l'arrêté n° 25-2023-01-24-00005 du 24 janvier 2023 portant délégation de signature à Madame Saadia TAMELIKECHT, sous-préfète, directrice du cabinet ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-2022-02-16-00001 du 16 février 2022 modifiant la composition de la commission départementale des systèmes de vidéo-protection ;

**Vu** le dossier présenté par Monsieur Alain BLANC, gérant du garage JCR AUTOMOBILES situé ZAC Bois Carré – 25110 BAUME LES DAMES en vu d'être autorisé à installer un système de vidéo-protection dans et aux abords de son établissement ;

**Vu** l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéo-protection réunie le 30 mai 2023 ;

**Considérant** que la demande d'autorisation d'installation du système proposé est conforme à la réglementation.

**Sur** proposition de la directrice du cabinet du préfet du Doubs.

8 bis, rue Charles Nodier  
25035 BESANÇON Cedex  
Tél : 03 81 25 10 98  
Mél : patricia.dittel@doubs.couv.fr

1/3

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : Monsieur Alain BLANC, gérant du garage JCR AUTOMOBILES situé ZAC Bois Carré – 25110 BAUME LES DAMES est autorisé à installer un système de vidéo-protection dans et aux abords de son établissement, qui comportera **1 caméra intérieure et 3 caméras extérieures. Les deux caméras intérieures « locaux professionnels » ne sont pas soumises à l'avis de la commission (n'entrent pas dans le champ d'application de la loi).**

**Article 2** : Le responsable du système est le gérant qui a désigné les personnes habilitées à accéder aux images. Le droit d'accès aux images peut s'exercer également auprès du gérant sis ZAC Bois Carré – 25110 BAUME LES DAMES.

**Article 3** : Le système a pour finalité la sécurité des personnes, le secours à personnes – défense contre l'incendie préventions risques naturels ou technologiques, la prévention des atteintes aux biens et la lutte contre les cambriolages et les vols.

**Article 4** : Des affiches, informant le public de l'existence du système, devront être apposées de façon visible.

**Article 5** : Le système comporte un dispositif d'enregistrement des images dont le délai de conservation prévu est de 12 jours maximum.

**Article 6** : Pourront accéder aux images, dans le cadre de leurs missions de police administrative, les services de gendarmerie et de police territorialement compétents.

**Article 7** : Conformément à l'article 13 du décret susvisé, le titulaire de la présente autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre doit pouvoir être présenté par le responsable du système de vidéo-protection à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

**Article 8** : Toute modification substantielle du système (ex : changement dans la configuration des lieux...) devra faire l'objet d'une déclaration dont l'absence serait susceptible d'entraîner le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions pénales prévues par l'article 10-VI de la loi.

**Article 9** : La présente autorisation est accordée pour une **durée de cinq ans**, renouvelable à la demande du responsable du système.

**Article 10** : Le présent arrêté peut être contesté selon les voies de recours et dans les délais suivants :

- **Un recours gracieux** adressé au pôle polices administratives, direction des sécurités de la préfecture du Doubs ;

- **Un recours hiérarchique** adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur – DLPAJ– Place Beauvau – 75800 PARIS cedex 08.

- **Un recours contentieux** peut être formé devant le tribunal administratif de Besançon - 30, rue Charles Nodier - 25000 BESANCON. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>ème</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>ème</sup> mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Il devra être joint impérativement à l'appui du recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document utile à l'instruction de la requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

**Article 11** : La directrice du cabinet du préfet du Doubs, le maire de Baume les Dames et le colonel, commandant du groupement de gendarmerie du Doubs, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs.

Besançon, Le

Pour le préfet et par délégation  
La sous-préfète, directrice de cabinet

Saadia TAMELIKECHT

Préfecture du Doubs

25-2023-06-12-00004

Arrêté portant approbation du dispositif  
spécifique pour l'approvisionnement en eau  
potable

Préfecture du Doubs	DISPOSITIONS GÉNÉRALES ORSEC	Approbation : 2023
	PLAN EAU POTABLE	Mise à jour :



**Cabinet**  
**Direction des sécurités**

**Arrêté n°** **du**  
portant approbation du dispositif spécifique pour l’approvisionnement en eau potable

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d’Honneur  
Chevalier de l’Ordre National du Mérite

- VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles R 1321-1 et suivants ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2215-1 et les suivants ;
- VU** le Code de l’Environnement ;
- VU** le Code de la Sécurité Intérieure, notamment les articles L 741-1 et L 741-2 qui codifient les dispositions de l’article 14 de la Loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
- VU** la Directive 98/83/CE du Conseil Européen du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU** la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment l’article 34-III
- VU** le décret n°2005-1157 du 13 septembre 2005 relatif au plan ORSEC et pris pour application des dispositions de l’article 14 de la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
- VU** le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l’organisation et à l’action des services de l’État dans les régions et départements ;
- VU** l’Instruction Interministérielle DGS/VSS2/DGCS/DGSCGC/2017/138 du 19 juin 2017 relative à l’élaboration du dispositif de gestion des perturbations importantes de l’approvisionnement en eau potable (ORSEC-Eau potable) ;
- VU** l’Instruction du Gouvernement du 05 février 2020 relative à la protection des ressources en eau des captages prioritaires utilisés pour la production d’eau destinée à la consommation humaine.

**SUR** proposition de Madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet,

Préfecture du Doubs	DISPOSITIONS GÉNÉRALES ORSEC	Approbation : 2023
	PLAN EAU POTABLE	Mise à jour :

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : Les dispositions générales « RETAP RESEAUX : eau potable » du plan ORSEC départemental sont approuvées et deviennent immédiatement applicable à compter de ce jour

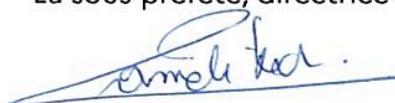
**Article 2** : Ce document annule et remplace le plan « Perturbations importantes sur un réseau de distribution d'eau potable » n° 2011242-0006 du 30 août 2011.

**Article 3** : Le présent arrêté est communiqué à : Madame la Préfète de la Zone de Défense et de sécurité Est ; Mesdames et Messieurs les sous-préfets ; Madame la Directrice de la Délégation Territoriale du Doubs de l'Agence Régionale de Santé ; Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ; Monsieur le Directeur Départemental des Territoires ; Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Doubs ; Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ; Madame la Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations ; Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de l'unité territoriale du Doubs ; Monsieur le Délégué Militaire Départemental ; Monsieur le Directeur de l'Office français de la Biodiversité ; Mesdames et Messieurs les maires du département du Doubs ; Mesdames et Messieurs les Personnes Responsables de la Production et de la Distribution de l'Eau potable.

**Article 4** : Madame la directrice de cabinet du Préfet du Doubs, Messieurs les sous-préfets des arrondissements de Pontarlier et Montbéliard, Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours, Monsieur le directeur départemental des territoires, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Madame la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, ainsi que l'ensemble des services et organismes concernés par l'élaboration du dispositif ORSEC eau potable, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Doubs.

**Article 5** : La présente décision peut faire l'objet soit d'un recours administratif, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon, 30 rue Charles Nodier, 25 044 BESANÇON cedex 3, dans le délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Doubs. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible via le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Besançon, le  
Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète, directrice de cabinet,



Saadia TAMELIKECHT

Sous-préfecture de Pontarlier

25-2023-06-06-00011

Arrêté autorisant l'aliénation par la Congrégation  
de la Communauté de la Roche d'Or d'une  
parcelle de terre à Zimmerbach



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Doubs  
Sous-Préfecture de Pontarlier**

ARRÊTÉ n° du 6 juin 2023  
autorisant l'aliénation par la CONGREGATION DE LA COMMUNAUTE DE LA ROCHE D'OR  
de parcelles de terre à ZIMMERBACH (Haut-Rhin)

Le Préfet du Doubs

- VU** la loi du 24 mai 1825 relative aux congrégations religieuses de femmes ;
- VU** la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association ;
- VU** l'ordonnance du 23 juillet 2015 portant simplification du régime des associations et des fondations, notamment son article 4 ;
- VU** le décret n°2007-807 du 11 mai 2007 modifié, relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du code civil, notamment son article 7 ;
- VU** le décret du 23 juin 2021 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, préfet du Doubs ;
- VU** l'arrêté n°25-2023-01-24-00008 du 24 janvier 2023 portant délégation de signature à M. Nicolas ONIMUS, sous-préfet de Pontarlier ;

- VU** la délibération du conseil de la Congrégation de la Communauté de la Roche d'Or du 15 mai 2023, en qualité de nue-propriétaire, donnant son accord pour vendre la parcelle de terre située lieu-dit Aftenberg à Zimmerbach (68230) et donnant pouvoir à Madame Danièle VALES pour réaliser les formalités requises dans la gestion de ce dossier ainsi que procéder à la signature de tous documents et actes qui s'avèreraient nécessaires ;
- VU** le projet d'acte de vente établi par Maître Christian DAULL, notaire à Wintzenheim (Haut-Rhin) entre La Congrégation de la Communauté de la Roche d'Or, en qualité de nue-propriétaire, et M. René RUTTER, en qualité d'usufruitier, et les bénéficiaires, M. Jean-Philippe OTTMAN et Madame Geneviève SCHOEPFER ;
- VU** la demande d'autorisation de céder la parcelle de terre située lieu-dit Aftenberg à Zimmerbach (68230), transmise par Maître Régis PETETIN Avocat, 72 Avenue Olivier Messiaen CS 11632 72016 LE MANS Cedex 2, intervenant en qualité de conseil de la Congrégation de la Communauté de la Roche d'Or, reçue complète le 23 mai 2023 ;
- VU** le plan de la parcelle cadastrée section 4 n°42, sur laquelle porte l'alinéation envisagée ;

SUR proposition de Monsieur le Sous-Préfet de Pontarlier ;

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Madame Danièle VALES de la Congrégation de la Communauté de la Roche d'Or est autorisée à aliéner à M. Jean-Philippe OTTMAN et Madame Geneviève SCHOEPFER, suivant les clauses et conditions de vente et moyennant le prix principal de 2 900 euros, la parcelle de terre située lieu-dit Aftenberg à Zimmerbach (68230), cadastrée section 4 n°42 pour une contenance de 5 a 86 ca.

**Article 2** : Conformément à la demande susvisée, reçue complète en sous-préfecture de Pontarlier le 23 mai 2023, le produit de cette vente, soit 2 320 euros au bénéfice de la Congrégation de la Communauté de la Roche d'Or en qualité de nue-propriétaire, sera affecté au financement des travaux d'entretien et de réparation

des deux sites immobiliers de Besançon et de Maureillas-las-Illas, qui accueillent les retraitants.

Il sera justifié de cet emploi auprès de M. le Sous-Préfet de Pontarlier.

**Article 3 :** Le Sous-Préfet de Pontarlier est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Maître Régis PETETIN Avocat, 72 Avenue Olivier Messiaen CS 11632 72016 LE MANS Cedex 2, intervenant en qualité de conseil de la Congrégation de la Communauté de la Roche d'Or et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Doubs.

Fait à Pontarlier, le 6 juin 2023

Pour Le Préfet, et par délégation,  
Le Sous-Préfet,

Nicolas ONIMUS

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS :**

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Doubs.
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique et solidaire.

L'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou à compter de la décision explicite ou implicite prise sur le recours gracieux ou hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Sous-préfecture de Pontarlier

25-2023-06-06-00012

Arrêté autorisant la vente par la Congrégation de  
la communauté de la roche d'or de parcelles  
bois et de terre à Zimmerbach (Haut-Rhin)



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Doubs  
Sous-Préfecture de Pontarlier**

ARRÊTÉ n° du 6 juin 2023  
autorisant l'aliénation par la CONGREGATION DE LA COMMUNAUTE DE LA ROCHE D'OR  
d'une parcelle de bois et d'une parcelle de terre à ZIMMERBACH (Haut-Rhin)

Le Préfet du Doubs

- VU** la loi du 24 mai 1825 relative aux congrégations religieuses de femmes ;
- VU** la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association ;
- VU** l'ordonnance du 23 juillet 2015 portant simplification du régime des associations et des fondations, notamment son article 4 ;
- VU** le décret n°2007-807 du 11 mai 2007 modifié, relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du code civil, notamment son article 7 ;
- VU** le décret du 23 juin 2021 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, préfet du Doubs ;
- VU** l'arrêté n°25-2023-01-24-00008 du 24 janvier 2023 portant délégation de signature à M. Nicolas ONIMUS, sous-préfet de Pontarlier ;

- VU** la délibération du conseil de la Congrégation de la Communauté de la Roche d'Or du 15 mai 2023, en qualité de nue-propiétaire, donnant son accord pour vendre la parcelle de terre située 17 Im Boden à Zimmerbach (68230) et la parcelle de bois située 44 Nettery à Zimmerbach (68230) et donnant pouvoir à Madame Danièle VALES pour réaliser les formalités requises dans la gestion de ce dossier ainsi que procéder à la signature de tous documents et actes qui s'avéreraient nécessaires ;
- VU** le projet d'acte de vente établi par Maître Christian DAULL, notaire à Wintzenheim (Haut-Rhin) entre La Congrégation de la Communauté de la Roche d'Or, en qualité de nue-propiétaire, et M. René RUTTER, en qualité d'usufruitier, et le bénéficiaire, Mme Séverine FLAMENT épouse SCHOEPFER ;
- VU** la demande d'autorisation de céder la parcelle de terre située 17 Im Boden à Zimmerbach (68230) et la parcelle de bois située 44 Nettery à Zimmerbach (68230), transmise par Maître Régis PETETIN Avocat, 72 Avenue Olivier Messiaen CS 11632 72016 LE MANS Cedex 2, intervenant en qualité de conseil de la Congrégation de la Communauté de la Roche d'Or, reçue complète le 23 mai 2023 ;
- VU** le plan des parcelles cadastrées section 9 n°17 et section 15 n°44, sur lesquelles porte l'alinéation envisagée ;

SUR proposition de Monsieur le Sous-Préfet de Pontarlier ;

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Madame Danièle VALES de la Congrégation de la Communauté de la Roche d'Or est autorisée à aliéner à Mme Séverine FLAMENT épouse SCHOEPFER, suivant les clauses et conditions de vente et moyennant le prix principal de 4 350 euros, la parcelle de terre située 17 Im Boden à Zimmerbach (68230) et la parcelle de bois située 44 Nettery à Zimmerbach (68230), cadastrées sur les section 9 n°17 et section 15 n°44 pour une contenance totale de 8 a 117 ca.

**Article 2** : Conformément à la demande susvisée, reçue complète en sous-préfecture de Pontarlier le 23 mai 2023, le produit de cette vente, soit 3 480 euros au bénéfice de la Congrégation de la Communauté de la Roche d'Or en qualité de nue-

propriétaire, sera affecté au financement des travaux d'entretien et de réparation des deux sites immobiliers de Besançon et de Maureillas-las-Illas, qui accueillent les retraitants.

Il sera justifié de cet emploi auprès de M. le Sous-Préfet de Pontarlier.

**Article 3 :** Le Sous-Préfet de Pontarlier est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Maître Régis PETETIN Avocat, 72 Avenue Olivier Messiaen CS 11632 72016 LE MANS Cedex 2, intervenant en qualité de conseil de la Congrégation de la Communauté de la Roche d'Or et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Doubs.

Fait à Pontarlier, le 6 juin 2023

Pour Le Préfet, et par délégation,  
Le Sous-Préfet,

Nicolas ONIMUS

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS :**

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Doubs.
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique et solidaire.

L'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou à compter de la décision explicite ou implicite prise sur le recours gracieux ou hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Sous-préfecture de Pontarlier

25-2023-06-06-00013

Arrêté autorisant la vente par la Congrégation de la communauté de la roche d'or de parcelles de terre à Zimmerbach (Haut-Rhin)

ARRÊTÉ n° du 6 juin 2023  
autorisant l'aliénation par la CONGREGATION DE LA COMMUNAUTE DE LA ROCHE D'OR  
de parcelles de terre à ZIMMERBACH (Haut-Rhin)

Le Préfet du Doubs

- VU** la loi du 24 mai 1825 relative aux congrégations religieuses de femmes ;
- VU** la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association ;
- VU** l'ordonnance du 23 juillet 2015 portant simplification du régime des associations et des fondations, notamment son article 4 ;
- VU** le décret n°2007-807 du 11 mai 2007 modifié, relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du code civil, notamment son article 7 ;
- VU** le décret du 23 juin 2021 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, préfet du Doubs ;
- VU** l'arrêté n°25-2023-01-24-00008 du 24 janvier 2023 portant délégation de signature à M. Nicolas ONIMUS, sous-préfet de Pontarlier ;

- VU** la délibération du conseil de la Congrégation de la Communauté de la Roche d'Or du 21 décembre 2021, en qualité de nue-propiétaire, donnant son accord pour vendre les parcelles de terre situées lieu-dit Kuehlenmorgen à Zimmerbach (68230) et donnant pouvoir à Madame Danièle VALES pour réaliser les formalités requises dans la gestion de ce dossier ainsi que procéder à la signature de tous documents et actes qui s'avéreraient nécessaires ;
- VU** l'acte de vente du 12 mai 2022 établi par Maître Christian DAULL, notaire à Wintzenheim (Haut-Rhin) entre La Congrégation de la Communauté de la Roche d'Or, en qualité de nue-propiétaire, et M. René RUTTER, en qualité d'usufruitier, et le bénéficiaire, Mme Séverine FLAMENT épouse SCHOEPFER ;
- VU** la demande d'autorisation de céder les parcelles de terre situées lieu-dit Kuehlenmorgen à Zimmerbach (68230), transmise par Maître Régis PETETIN Avocat, 72 Avenue Olivier Messiaen CS 11632 72016 LE MANS Cedex 2, intervenant en qualité de conseil de la Congrégation de la Communauté de la Roche d'Or, reçue complète le 22 mai 2023 ;
- VU** le plan des parcelles cadastrées section 4 n°53, 60, 61, 62, 63, sur lesquelles porte l'alinéation envisagée ;

SUR proposition de Monsieur le Sous-Préfet de Pontarlier ;

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Madame Danièle VALES de la Congrégation de la Communauté de la Roche d'Or est autorisée à aliéner à Mme Séverine FLAMENT épouse SCHOEPFER, suivant les clauses et conditions de vente et moyennant le prix principal de 11 500 euros, les parcelles de terre situées lieu-dit Kuehlenmorgen à Zimmerbach (68230), cadastrées sur les sections 4 n°53, 60, 61, 62, 63 pour une contenance totale de 15 a 33 ca.

**Article 2** : Conformément à la demande susvisée, reçue complète en sous-préfecture de Pontarlier le 22 mai 2023, le produit de cette vente, soit 9 200 euros au bénéfice de la Congrégation de la Communauté de la Roche d'Or en qualité de nue-

propriétaire, sera affecté au financement des travaux d'entretien et de réparation des deux sites immobiliers de Besançon et de Maureillas-las-Illas, qui accueillent les retraitants.

Il sera justifié de cet emploi auprès de M. le Sous-Préfet de Pontarlier.

**Article 3 :** Le Sous-Préfet de Pontarlier est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Maître Régis PETETIN Avocat, 72 Avenue Olivier Messiaen CS 11632 72016 LE MANS Cedex 2, intervenant en qualité de conseil de la Congrégation de la Communauté de la Roche d'Or et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Doubs.

Fait à Pontarlier, le 6 juin 2023

Pour Le Préfet, et par délégation,  
Le Sous-Préfet,

Nicolas ONIMUS

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS :**

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Doubs.
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique et solidaire.

L'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou à compter de la décision explicite ou implicite prise sur le recours gracieux ou hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)